



LETTRE DE CAMPAGNE AUX CANDIDATS DE GAUCHE ET A LEURS ELECTEURS EVENTUELS SINON POTENTIELS !

Se considérer de gauche est une exigence radicale, qui implique une cohérence de pensée et d'action individuelle et collective qui vise :

- d'une part à lutter pour l'intérêt général, notamment avec les plus exploités et dans leur intérêt,
- d'autre part à considérer que personne ne peut exercer un pouvoir politique, social et économique sur autrui, s'il n'est délégué et contrôlé par les citoyens.

En retour, être un homme ou une femme de gauche suppose la volonté d'exercer cette vigilance citoyenne permanente envers les élus par des procédures adaptées.

Dans la France d'aujourd'hui, il y a loin de la coupe aux lèvres !

La désunion qui apparaît au grand jour, entre les partis se réclamant plus ou moins de cette gauche est le résultat à la fois de l'oubli de ces exigences par le peuple de gauche, mais aussi de ses illusions par rapport à la nature réelle d'un pouvoir économique et financier, pourtant discrédité au lendemain de la guerre 1939/1945. Or, ce pouvoir a néanmoins conservé puis développé des moyens puissants. Il a pu ainsi rebondir avec l'appui de la puissance nord-américaine, grande bénéficiaire de la victoire sur l'Allemagne et le Japon en 1945, puis avec la chute de l'URSS.

Ainsi, les conquêtes de l'alliance populaire de 1945, adoptées dans l'esprit du Conseil national de la Résistance (Sécurité Sociale, nationalisations, indépendance de la presse, services publics), ont difficilement résisté à la contre offensive patronale, favorisée par l'éclatement de cette alliance progressiste, dans le contexte politique et syndical de la guerre froide.

En ce sens, la victoire de François Mitterrand en 1981, tout en suscitant beaucoup d'espoir et pour beaucoup de militants, d'enthousiasme, arrive en fait à contretemps,

En outre, la structure du pouvoir présidentiel initié par de Gaulle, va renforcer la tentation persistante d'un pouvoir concentré à l'Élysée et, de près ou de loin, allié au patronat.

L'offensive du néolibéralisme viendra fracasser la faiblesse idéologique de l'État socialiste et de ses alliés, au prix de la destruction à petit feu du potentiel de ses militants les plus engagés et les plus lucides. Dès 1983, le Parti socialiste au pouvoir, sous l'influence de hauts fonctionnaires et de conseillers libéraux, a choisi d'abandonner le sens de l'intérêt général républicain, entraînant successivement le départ de sa majorité, du courant de gauche du Parti socialiste (Socialisme et République), puis du Parti communiste.

La dégringolade de la gauche est ainsi liée à cette renonciation, mais aussi à l'abandon des intérêts objectifs de la classe ouvrière entraînant le chômage et l'appauvrissement des couches sociales de plus en plus déconnectées de l'exercice du pouvoir, passé aux ordres exclusifs du capital financier et mondialisé, imbibée par son idéologie néolibérale et « boosté » par la technologie numérisée.

Dans le même temps, les structures de réelle réflexion politique à gauche ont disparu, à l'exception de celle du Parti communiste, mais dont les résultats électoraux subissent l'érosion sociologique et idéologique de la culture de classe populaire.

Toutefois, dans l'état actuel des choses, on peut considérer curieusement que Macron n'a pas apporté toute satisfaction à ses commanditaires patronaux. Malgré la violence des offensives du gouvernement, le front social social a tenu. C'est la raison pour laquelle le patronat maintient d'autres fers au feu en organisant à droite (LR) et à l'extrême droite (Zemmour-Bolloré et Le Pen) une compétition mobilisant l'ensemble des médias publics et privés.

La gauche est évidemment mal partie !

Au-delà des divergences réelles, des postures et des egos, faut-il désespérer d'une prise de conscience de chacun des candidats de sa réelle responsabilité et de son réel pouvoir à changer durablement de cap ?

Car il faut enfin être bien persuadé que le réformisme est une illusion !

De tout temps le capital n'a cédé ses privilèges que sous la pression populaire !

Il ne négocie que lorsqu'un rapport de force tourne à son désavantage et l'oblige alors à le faire. Et, même en ce cas, il est capable d'utiliser la violence d'État à son profit !

En conséquence, la gauche est-elle encore assez lucide pour présenter un candidat sur une plateforme programmatique crédible et efficace ? A savoir :

- Reconstruction d'une autonomie industrielle nationale, notamment par la relocalisation des entreprises (aidées le cas échéant, sous condition contrôlée de création d'emplois), nationalisations ? Prises de participations majoritaires ? ,.
- développement de transports non polluants (ferroviaire dont fret, fluvial),
- politique d'indépendance énergétique, notamment par reprise en mains d'EDF ?
- exigences réelles vis à vis des entreprises concernant l'environnement.
- politique du logement populaire et thermiquement isolé.
- Remise à niveau de nos services publics et, notamment Santé (dont Hôpital public), Education nationale, Justice et remise en cause des mesures de démantèlement de la Sécurité sociale (Assurances maladie et retraites) et de l'Assurance chômage.
- Réforme profonde de la fiscalité par rétablissement de l'impôt sur la fortune et de la progressivité de l'impôt sur le revenu et, parallèlement, diminution de la TVA sur les biens de consommation essentiels. Lutte radicale contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Lutte radicale contre la perte d'emploi, la pauvreté et les inégalités sociales.
- Mise en œuvre d'une politique étrangère respectant nos alliances mais avec une réelle volonté d'autonomie dans le concert des nations.

La mise en œuvre de ces mesures implique, bien évidemment, la remise en cause pratique des contraintes budgétaires et monétaires de l'Europe, imposées par le traité de Maastricht et celle du dogme de « la concurrence libre et non-faussée ».

- Elaboration d'une nouvelle Constitution réellement républicaine rééquilibrant la séparation des pouvoirs et réaffirmant sans complaisance, les principes de la laïcité.

Il reste à définir en parallèle sur quel potentiel politique, non acquis à l'idéologie néolibérale, un Etat de gauche pourra s'appuyer : l'expérience de 1981 montre que cette préoccupation n'est pas anecdotique et nécessite un travail d'élaboration concomitant à la construction programmatique.